

Regards sur la crise est-allemande

Daniel Pineye*

Brisou (S.) : « La RDA n'est plus le meilleur élève », in *Le Courrier des pays de l'Est*, mise à jour 1990 du Panorama de l'Europe de l'Est, n° 309-310-311, 1986, p. 39-46.

Cornelsen (D.) : « L'économie de la RDA durant l'ère Honecker », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 20, n° 4, 1989, p. 9-27.

Le Gloannec (A.M.) : « La nation retrouvée — De la RDA à l'Allemagne » in *Politique étrangère*, n° 1, printemps 1990, p. 45-52.

Maier (H.) (Entretien avec) : « La crise économique de la RDA : causes et remèdes », in *Politique étrangère*, n° 1, printemps 1990, p. 99-109.

Le 18 mars dernier, à l'issue des premières élections libres organisées en Allemagne orientale depuis 1933, le parti communiste est-allemand — l'ex-SED — s'est retrouvé marginalisé dans une société dont il avait prétendu régir la destinée. La justification communiste écroulée — Otto Reinhold, directeur de l'Académie des sciences sociales du Comité central du SED, rappelait encore le 23 août 1989 que la principale justification de l'existence de la RDA était le socialisme-, l'État est-allemand n'avait plus de

* Daniel Pineye est chargé de mission au CEPII.

raison d'exister. La RFA, en deux étapes, va l'absorber. Le 1^{er} juillet, — à l'occasion d'une union monétaire qui a étendu l'autorité de la Bundesbank aux territoires de l'Est. Puis en décembre, quand tous les Allemands seront appelés à élire leurs représentants à un unique Parlement. Le regard que portent les observateurs sur la crise qui a entraîné l'effondrement du régime socialiste trahit des différences de sensibilité, à tout le moins dans l'analyse des raisons qui l'ont fait éclater. Certains mettent l'accent plutôt sur des causes politiques. D'autres, plutôt sur des causes économiques. Et, détail intéressant, il semble bien que le premier groupe soit plutôt composé de Français, alors que le second le serait plutôt d'Allemands. C'est du moins ce qui ressort de la lecture des articles qui ont été retenus pour cette rubrique « LU ».

Sclérose, mécontentement et dépendance

Du côté français, en effet, on met souvent l'accent sur la sclérose du système, le mécontentement des gens et la dépendance vis-à-vis de l'autre État allemand. Ainsi, dans *Le Courrier des pays de l'Est*, Sigolène Brisou, économiste au Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est (CEDUCEE) de la Documentation française, écarte-t-elle implicitement les causes économiques pour souligner l'incapacité des dirigeants à s'adapter aux nouvelles réalités et le renforcement d'une opposition qui n'a pas pu être étouffée. On peut certes relever, comme elle le fait, que dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, les indicateurs économiques n'avaient cessé de se dégrader, conséquence essentielle d'une politique d'investissements qui privilégiait la consommation et le logement au détriment du renouvellement des biens d'équipement. Il n'en demeure pas moins que la « réforme à petits pas » et la création des combinats avaient permis à la RDA de réaliser des progrès dans un domaine où, partout ailleurs à l'Est, le système centralisé n'avait pu qu'échouer : l'intensification de la production. Si bien qu'à la fin des années quatre-vingt, lorsque la crise a éclaté, elle finançait les autres pays socialistes dans de nombreux domaines et, en particulier, dans l'informatisation, la situa-

tion financière extérieure et la productivité. Ce n'est donc pas dans la sphère économique qu'il faut chercher les origines de la chute du régime. Mais bien plutôt dans l'inertie qui ne lui a pas permis de tenir compte de la transformation de la structure sociale du pays. Plus la « demi-classe » intellectuelle s'étoffait — le SED voyait la société comme composée de « deux classes et demie » : prolétariat et paysannerie, puis intelligentsia-, plus émergeaient des groupes socio-culturels nouveaux, porteurs d'aspirations nouvelles, et plus le mécontentement social s'affirmait et l'opposition se renforçait. La politique de répression n'a eu pour résultat que la fédération dans un Nouveau Forum des divers mouvements de protestation qui jusque là n'agissaient qu'en ordre dispersé. Sclérosé, dénué d'imagination, le système devait s'effondrer.

Dans *Politique étrangère*, Anne Marie Le Gloanec, du Centre d'étude et de recherches internationales (CERI) de la Fondation nationale des Sciences politiques, insiste, elle aussi, sur le ressentiment d'un nombre toujours plus grand de gens et le caractère inéluctable de la chute du régime est-allemand. Sur ce dernier point, elle est d'ailleurs beaucoup plus catégorique dans son analyse politique. La RDA n'existe plus, écrit-elle, parce qu'elle n'a jamais existé. Formule lapidaire qui souligne l'arbitraire de la division en deux États de la nation allemande. Arbitraire d'autant plus grand que les fondements du régime est-allemand étaient purement rhétoriques. Les dirigeants de la RDA avaient prétendu créer un État et un homme nouveaux, socialistes. Et c'est une dépendance destabilisatrice vis-à-vis de la société et de l'État ouest-allemands qu'ils avaient engendrée. A la société est-allemande, la RFA apportait, en effet, sa propre vision du monde : nouvelles télévisées, objets de consommation, mode, comportement... et même si les emprunts n'étaient pas pures copies, c'est à son image que se référait l'homme de la rue. A l'État est-allemand, elle apportait un soutien à l'économie et à la stabilité du gouvernement. Non pas pour compenser les faillites du régime, mais pour en rassurer les dignitaires afin que ceux-ci osent entreprendre les réformes nécessaires. Quand ils osèrent enfin, ils précipitèrent leur fin. Dépendance et mécontentement populaire conjuguèrent leurs effets et les privèrent de toute alternative à l'ouverture des frontières.

Retard technologique et pénurie financière

Dans l'entretien qu'il a accordé à *Politique étrangère*, le professeur Harry Maier, ex-directeur adjoint de l'Institut de la théorie, de l'organisation et de l'histoire des sciences à l'université Humboldt de Berlin Est, qui, depuis son expulsion de RDA en 1986, enseigne l'économie dans une université de RFA, partage globalement ce type d'analyse. Ce n'est pas parce qu'il avait faim que le peuple est-allemand est massivement descendu dans la rue. C'est parce qu'il ne supportait plus l'immobilisme du régime. Il voulait des réformes pour mieux vivre car il n'entendait pas être le « laissé pour compte » de la perestroïka. Réformes sur le plan politique : plus de libertés, et notamment celle de voyager. Mais réformes aussi sur le plan économique. Les Allemands de l'Est, en effet, étaient préoccupés par les problèmes écologiques et les manifestations de la crise économique. Ils n'avaient plus le cœur à s'efforcer de faire, comme avant, marcher les choses en se disant « nous sommes dans une situation difficile, mais nous allons nous en sortir ». Ils avaient perdu la foi en des dirigeants encore très fiers d'affirmer que les performances de la RDA en faisaient l'une des dix premières puissances industrielles du monde. Depuis qu'au début des années quatre-vingt le déclin économique avait commencé à être sensible, ils voyaient plutôt l'écart se creuser avec les principaux pays industrialisés. Ce déclin, H. Maier l'attribue au retard technologique. La RDA, comme les autres économies planifiées, s'est avérée incapable d'innover. Et c'est pour palier cette incapacité qu'elle s'est lancée dans une tentative désespérée de maintien du niveau de vie de la population au détriment de l'investissement industriel. L'appareil productif s'est alors très vite dégradé et la crise elle-même s'est déclarée.

Dans la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Doris Cornelsen, directrice du département RDA et pays industrialisés est-européens de l'Institut allemand de recherche économique (DIW) de Berlin, reprend la même idée sur l'incapacité à innover. Elle relève, en effet, que, dans le faisceau des mesures adoptées pour stimuler l'économie par la recherche-développement, les règlements bureaucratiques ont dominé. Dans un secteur où le goût du risque et la créativité sont les forces motrices, de tels règlements ne pouvaient que bloquer l'innovation et non la relancer.

Impossible, alors, d'améliorer la qualité des produits et la compétitivité des entreprises. Difficile, donc, d'exporter plus vers l'Ouest pour compenser la chute du prix des produits pétroliers. Il a, dès lors, fallu gérer la pénurie. L'arbitrage s'est fait au détriment des investissements. Ne pouvant être modernisé, l'outil industriel s'est dégradé et a encore perdu en compétitivité. La pénurie s'est renforcée alors même que décevait le programme social que l'on avait privilégié. Stimuler le bâtiment et la production de biens de consommation, subventionner largement les prix des logements et des produits alimentaires, nécessitait des fonds. Pour dégager des ressources, des taxes et des impôts élevés frappaient certains produits « de luxe » — automobile, audio-visuel, informatique... — qui ainsi étaient réservés de fait aux couches sociales aisées. D'où un sentiment de frustration pour le reste de la population. Autre critique, plus importante encore selon D. Cornelsen, de la politique sociale du gouvernement : elle n'engendrait aucune motivation. Après un certain temps, l'habitude vient et l'effort consenti relève de l'ordre naturel des choses. Comment alors s'étonner que la RDA, déjà îlot d'immobilisme dans un monde en mouvement, ait perdu sa crédibilité aux yeux de ses propres habitants.

